



Autorisation d'extraction de sable : l'économie du Sapeur Camenbert

"Je changerai tout ce qui bloque et qui nuit à la croissance économique" François Hollande sur France Inter lundi 5 janvier.

Ainsi, doivent penser ses conseillers et ses amis, ça ne bloquera plus du côté du Peuple des Dunes. Autorisation d'extraire 400 000 m³ de sable par an dans la baie de Lannion, soit l'équivalent du volume de la Tour Montparnasse, est bientôt donnée. Par générosité, peut-être un peu moins...

Car, n'en doutons pas, cette autorisation s'inscrit dans la droite ligne de la loi Macron, le même ministre qui va la signer. Il faut libérer la croissance, nous répètent à l'envie ce président et ce gouvernement ! Par tous les moyens, y compris au mépris des équilibres écologiques si fragiles. Comme si casser de l'environnement, c'était une liberté, un atout économique ! Comment peut-on croire à l'absence d'impacts sur la faune, la flore, les littoraux de l'extraction de volumes aussi importants ? Et en conséquence, combien d'emplois en moins chez les pêcheurs et tous les métiers de la mer, chez les plongeurs, chez les plaisanciers, chez les professionnels du tourisme, pour en échange, zéro emploi créé sur place ?

Ce gouvernement rétrograde n'a rien appris des erreurs passées. On ne gagne jamais à piller la planète, comme l'a bien montré l'excellent documentaire d'Arte. Ce pillage du sable accélère l'érosion marine, déjà activée par le réchauffement climatique que ce même président prétend combattre. Sans compter bien sûr, la turbidité de l'eau et la destruction des frayères. Et ces atteintes au patrimoine naturel ont un coût exorbitant pour la collectivité. Chaque fois, ce qui est gagné d'un côté, ici à Saint Malo, siège de la CAN qui exploitera ce gisement, est perdu au centuple là où les dégâts sont commis. Voilà l'économie de la croissance voulue par ce gouvernement, celle du Sapeur Camenbert, qui bouche un trou en en creusant un autre !

Ainsi, M. Hollande et son gouvernement ont pris la décision de faire de nous, Trégorroises et Trégorrois, les perdants, les sacrifiés de la croissance qu'ils prétendent offrir aux autres. Qu'ils sachent qu'en démocratie, s'il est des gouvernements qui gouvernent, plutôt mal d'ailleurs en l'occurrence, il est aussi des citoyennes et des citoyens qui se battent pour préserver leurs richesses naturelles. Ce combat est déjà bien engagé par le Peuple des Dunes, ce collectif auquel Sauvegarde du Trégor a adhéré. Nul doute que ce combat doit désormais prendre une autre ampleur. Ce sera à nous tous d'en décider, mais vite et fort ! Nous ne manquons pas d'armes : notre présence à des manifestations, des recours juridiques, et des sanctions électorales... A nous de rendre caduque cette autorisation. Oui, nous le pouvons, si nous le voulons !